

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Groupements : dirigeants dont :		394	575	50		275
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés		133	244	26		40
3	Banque - Effets de commerce dont :		1 945	2 460	6 329		4 019
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)		173	62	10		190
5	Demande en paiement par le porteur, d'une lettre de change, d'un billet à ordre		106	48	147		102
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire		671	993	4 570		1 424
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédits pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits		115	147	117		647
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit		593	928	608		467
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire		13	10	47		3
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque		48	7	37		5
11	Concurrence - Propriété industrielle dont :		1 519	1 936	17		543
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives		127	27	1		35
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque française ou internationale		282	533	///		3
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles		60	2	///		9
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite et/ou en dommages et intérêts		643	286	///		473
17	Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure dont :		5 498	15 548	///		82 637
19	Désignation d'un mandataire ad hoc		17	101	///		1 608
20	Demande d'ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement à l'amiable agricole		3	1 356	///		916
21	Demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde		9	343	///		1 430
22	Demande d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire		797	9 825	///		60 109
◆23	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile (ancienne procédure)		2 466	24 449	46 500		7 634
24	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire dont :		336	4	32		110
25	Demande de redressement judiciaire		65	1	23		///
26	Demande liquidation judiciaire		129	2	5		8
27	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur		5	///	2		///
28	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation		28	1	///		1
29	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif		24	///	2		///
30	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liquidation judiciaire		27	///	///		67

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGicc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Propriété littéraire et artistique dont :		316	962	50		1
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données		192	762	18		///
◆ 3	Relations du travail et protection sociale		62 492	2 542	14 500	172 259	22 591
4	Relations individuelles du travail		51 066	421	444	165 101	1
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution		41 307	97	50	136 641	1
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique		2 191	12	7	5 360	///
7	Demande d'indemnités ou de salaires		7 024	119	190	20 504	///
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire		109	4	6	508	///
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier		13	///	///	10	///
10	Demande de remise de documents		106	38	79	303	///
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail		205	106	66	1 202	///
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales		96	38	46	564	///
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail		15	1	///	9	///
14	Élections professionnelles dont :		26	53	2 693	1	///
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise		9	3	549	1	///
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation		3	6	465	///	///
17	Demande d'annulation de la désignation électorale de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation		8	26	1 158	///	///
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes		4	1	2	///	///
19	Représentation des intérêts des salariés dont :		276	287	936	12	///
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise		9	16	750	///	///
21	Statut des salariés protégés		201	12	15	116	///
22	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires dont :		921	13	248	6 080	///
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective		865	8	11	5 938	///
24	Conflits collectifs du travail		70	50	7	86	///
25	Négociation collective		326	105	55	163	///
26	Formation et insertion professionnelles		54	34	58	505	///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

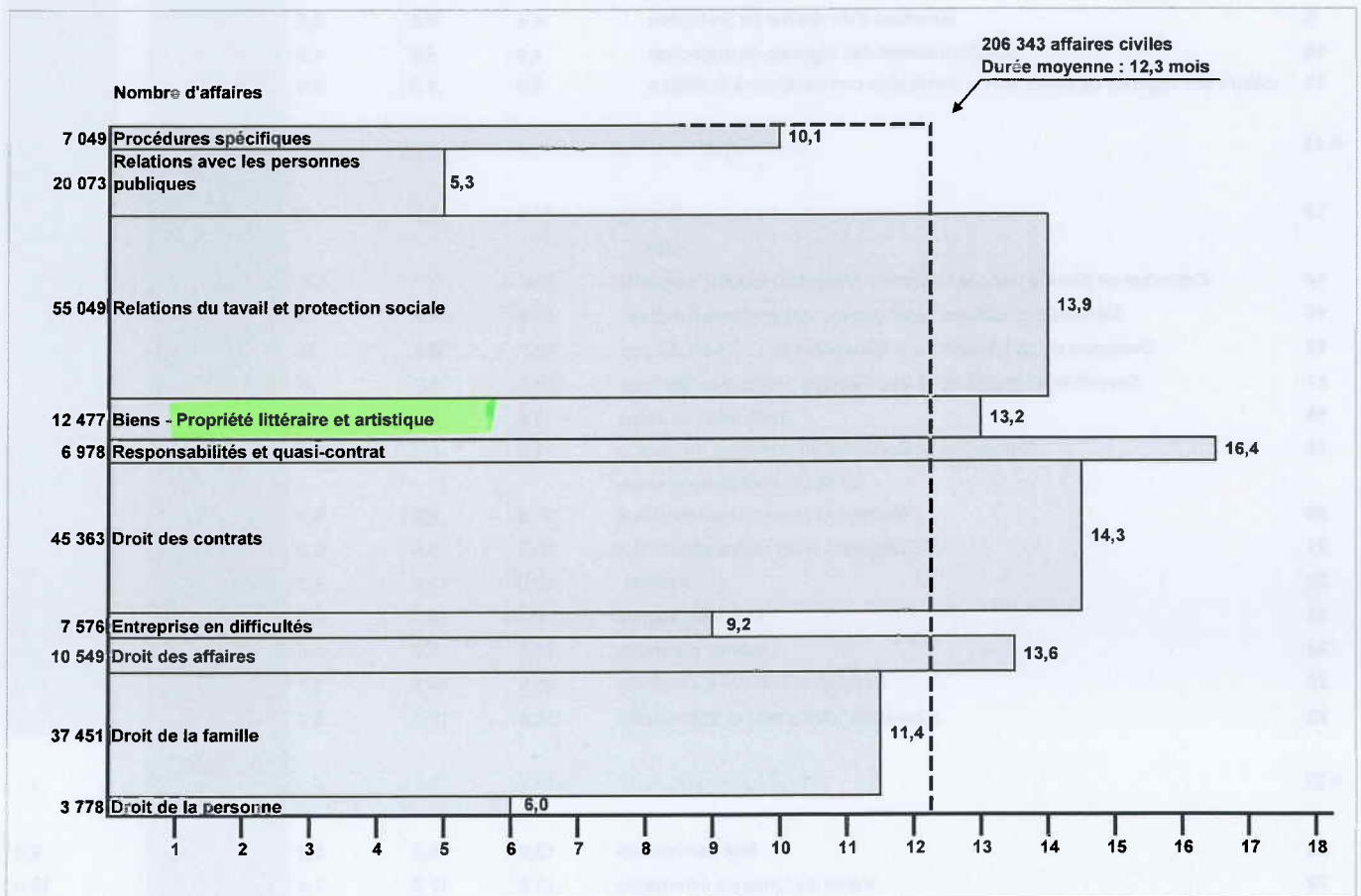
Définitions et méthode

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes.

Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes" (page 78 à 99). En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues, soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume : la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI et devant les TI, pages suivantes

Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les cours d'appel en 2010 : volumes et durées par nature de contentieux



Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance y compris T.P.B.R. et juridictions de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Toutes natures de contentieux civils		12,3	9,3	5,6	13,7	5,9
◆ 2		Droit des personnes	6,0	1,7	4,9		
3		Nationalité	11,9	15,6	3,1		
4		État civil	9,8	4,2	2,6		
5		Nom - Prénom	7,2	4,4	7,6		
6		Absence - Disparition	5,7	9,6	///		
7		Droits attachés à la personne	3,3	0,3	4,8		
8		Incapacité des mineurs	5,5	5,7	1,4		
		Majeurs protégés :					
9		ouverture d'un régime de protection	4,4	6,8	5,5		
10		fonctionnement des régimes de protection	4,8	5,6	4,9		
11		clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture	4,9	9,8	5,8		
◆ 12		Droit de la famille	11,4	9,2	6,8		
13		Divorce	11,1	12,2	///		
		dont :					
14		<i>Demande en divorce par consentement mutuel ou requête conjointe</i>	12,4	2,7	///		
15		<i>Demande en divorce autre que par consentement mutuel</i>	11,9	19,3	///		
16		<i>Demande en conversion de la séparation de corps en divorce</i>	12,1	8,8	///		
17		<i>Demande de modification des mesures provisoires [divorce]</i>	10,0	5,0	///		
18		Séparation de corps	12,6	15,7	///		
19		Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	11,3	6,5	6,1		
20		Mariage et régimes matrimoniaux	11,5	9,8	8,9		
21		Obligations à caractère alimentaire	10,5	5,5	6,9		
22		Filiation	12,0	12,3	2,2		
23		Filiation adoptive	8,1	4,5	2,3		
24		Autorité parentale	10,5	5,7	8,5		
25		Partage, indivision, succession	15,9	14,5	6,7		
26		Libéralités (Donations et testaments)	15,5	17,9	5,7		
◆ 27		Droit des affaires	13,6	16,7	6,1		9,8
28		Bail commercial	12,9	18,2	5,2		9,4
29		Vente du fonds de commerce	13,5	12,7	7,4		10,0
30		Location - gérance du fonds de commerce	13,3	11,7	5,6		12,7
31		Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage, et du matériel d'équipement	7,2	8,7	4,1		1,9
32		Groupements : fonctionnement (I)	10,1	16,0	4,8		4,5
33		Groupements : fonctionnement (II)	13,4	13,2	8,3		13,8
34		Groupements : dirigeants	13,6	16,5	6,5		13,6
35		Banque - Effets de commerce	15,6	14,9	6,2		10,7
36		Concurrence - Propriété industrielle	14,5	19,5	8,2		18,2